

France-Paris La Défense: Refuse and waste related services

OJ S 107/2016 04/06/2016

Contract notice – utilities

Services

Directive 2004/17/EC

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: ERDF électricité réseau distribution France

Postal address: Tour ERDF, 34 place des Corolles, Courbevoie

Town: Paris La Défense

Postal code: 92079

Country: France

Contact person: ERDF, direction des achats, PFA Paris/Lille, 174 avenue de la République, 59110 La Madeleine

For the attention of: Alain de Sutter

E-mail: alain.de-sutter@erdf.fr

Telephone: +33 328532761

Fax: +33 328532771

Internet address(es):General address of the contracting entity: www.erdf.frAddress of the buyer profile: <https://portail-achats.erdf.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for a dynamic purchasing system) can be obtained from: the abovementioned address**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address**I.2. Main activity**

Electricity

I.3. Contract award on behalf of other contracting entities

The contracting entity is purchasing on behalf of other contracting entities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting entity**

Marché national d'enlèvement et d'élimination des appareils HTB et HTA contenant du gaz SF6 — 2016/2020.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 16: Sewage and refuse disposal services; sanitation and similar services

Main site or place of performance: France continentale et Corse.

NUTS code

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with several operators

Maximum number Envisaged maximum number of participants to the framework agreement
: 3

Duration of the framework agreement

Duration in years: 4

Estimated total value of purchases for the entire duration of the framework agreement

Estimated value excluding VAT

Range: between 2 000 000 and 3 000 000 EUR

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le marché concerne la réalisation des prestations d'enlèvement et d'élimination des appareils HTB et HTA contenant du gaz SF6 sur l'ensemble des unités ERDF réparties sur le territoire métropolitain et la Corse. Le détail est le suivant:

- l'enlèvement, à savoir manutention (chargement et déchargement), conditionnement si nécessaire (mise sur palette, avec éventuellement mise en oeuvre de dispositions spécifiques pour les disjoncteurs de débouchables de postes sources)
- transport et prise en charge conformément à la réglementation en vigueur
- soutirage du gaz
- si nécessaire, épuration du gaz soutiré, ou en cas d'impossibilité, destruction ou renvoi pour destruction ou retraitement chez le fabricant du gaz
- si nécessaire, neutralisation des produits solides de décomposition (poudres, tamis moléculaires, ...) contenus dans les appareils vidés de leur gaz
- élimination des appareils neutralisés par des moyens appropriés privilégiant le recyclage des matériaux et minimisant les mises en décharge.

II.1.6. CPV code(s)

90500000 Refuse and waste related services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Quantités prévisionnelles annuelles estimées (ces valeurs sont données à titre indicatif et prévisionnel):

- tableaux fixes monoblocs = 600 pièces
- tableaux fixes modulaires = 2 400 pièces
- disjoncteurs débouchables = 380 pièces
- ampoule de disjoncteur seule = 480 pièces.

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3.

Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Il n'est pas exigé du titulaire la constitution d'une garantie financière ayant pour objet de couvrir l'exécution de ses obligations relatives à la garantie.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres,

Paieement à 60 jours à compter de la date d'émission de facture.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

En cas de groupement solidaire d'entreprises attributaire du marché, l'un des membres du groupement est désigné comme mandataire. Celui-ci coordonne les prestations de chacun des membres du groupement et représente ceux-ci auprès d'ERDF. Chacun des membres du groupement est engagé pour la totalité du marché (groupement «solidaire»).

Par ailleurs, un soumissionnaire, qui proposera une offre au titre d'un groupement d'entreprises, ne pourra pas remettre d'offre à titre individuel ou au titre d'un autre groupement.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: Décrites dans les documents de la consultation à venir.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Ne peuvent soumissionner:

1. Les candidats qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au 2ème alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au 8ème alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et L. 317-8 du code de la sécurité intérieure;

2. Les candidats qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 1146-1, L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L.8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail;

3. Les candidats soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée en application des articles L.653-1 à L. 653-8 du même code ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger. Les candidats admis à la

procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché;

4. Les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale ou n'ont pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date. Toutefois, sont considérées comme en situation régulière les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'avaient pas acquitté les divers produits devenus exigibles à cette date, ni constitué de garanties, mais qui, avant la date du lancement de la consultation, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté lesdits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. Les personnes physiques qui sont dirigeantes de droit ou de fait d'une personne morale qui ne satisfait pas aux conditions prévues au présent alinéa ne peuvent être personnellement candidates à un marché;

5. Les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas mis en oeuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail et qui, à la date à laquelle ils soumissionnent, n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation.

Pour justifier qu'il n'est pas dans l'une des situations citées aux points 1. à 5. ci-avant, le candidat doit produire une déclaration sur l'honneur datée et signée.

Ces conditions sont applicables aux candidats et à chacun des membres d'un groupement candidat.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Les soumissionnaires justifieront impérativement de leur chiffre d'affaires des 3 dernières années. Les entreprises sélectionnées devront être inscrites sur le portail achats (<https://poratil-achats.erdf.fr>) pour être consultées. Elles devront avoir complété l'ensemble des informations requises dans le portail www.e-attestations.fr

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

- conformité des agréments et arrêtés préfectoraux présentés (et leurs équivalents pour les entreprises qui élimineront les déchets pollués hors de France) par rapport à la législation en vigueur. Tout manquement est éliminatoire vis-à-vis de la passation éventuelle d'un marché,
- organisation présentée par l'entreprise, avec analyse pour s'assurer que les moyens mis en oeuvre pour le transport des matériels, ainsi que pour la traversée des éventuelles frontières, conduiront à une organisation pérenne,
- capacité de traitement de 100 tableaux fixes monoblocs et 400 UF tableaux fixes modulaires minimum/an.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

Some candidates have already been selected (if appropriate under certain types of negotiated procedures): no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting entity

Rfx_025633

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents

(except for a DPS)

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

15.6.2016 - 19:00

IV.3.5. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.7. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

Si les candidats le souhaitent, ils peuvent manifester leur intérêt par courrier (ERDF La Madeleine) ou par e-mail à l'adresse indiquée à la section I.1 du présent avis de marché.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre
Postal address: 179-191 avenue Joliot Curie
Town: Nanterre Cedex
Postal code: 92020
Country: France
Telephone: +33 140971010
Internet address: <http://www.tgi-nanterre.justice.fr>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du tribunal de grande instance de Nanterre
Postal address: 179-191 avenue Joliot Curie
Town: Nanterre Cedex
Postal code: 92020
Country: France
Telephone: +33 140971010
Internet address: <http://www.tgi-nanterre.justice.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

31.5.2016